

Termes de référence

**Evaluation finale du projet GEDEC**

**Le projet GEDEC Togo** vise à renforcer les capacités des communes chefs-lieux de région pour la mise en place d’une filière de gestion des déchets (solides et boues de vidanges) et améliorer la salubrité urbaine dans les villes ciblées. Il s’inscrit dans la continuité de l’action du Projet Eau et Assainissement au Togo financé par l’Union européenne (PEAT 1 et 2) à l’échelle des 5 villes chefs-lieux de régions du Togo.

Le PEAT a porté sur la construction et fourniture d’équipements et d’ouvrages pour la gestion des déchets et l’assainissement. En complément de l’action du PEAT, GEDEC Togo accompagne les communes à exploiter et valoriser ces investissements dans un cadre plus global d’appui à l’élaboration et mise en œuvre d’une politique de gestion des déchets et assainissement sur leur territoire.



# PRESENTATION DU PROJET A EVALUER

## Contexte de l’intervention

Le Togo est un pays d’Afrique Subsaharienne d'une superficie de 56600 km2 et qui compte actuellement une population de 8,3 millions d’habitants. Depuis 2005, le pays connait une accélération de son processus de décentralisation, encadré par la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales. La loi établit en son article 53 que les collectivités territoriales sont compétentes en matière d'établissement et de mise en œuvre des plans d'élimination des ordures et déchets ménagers, des déchets industriels, végétaux et agricoles, l'organisation de la collecte, du transport, du traitement et de la disposition finale des déchets. La loi sur la décentralisation n'étant que très partiellement appliquée, les collectivités ne reçoivent pas les moyens suffisants, notamment financiers, pour pouvoir exercer cette responsabilité.

De plus, l’augmentation de la population urbaine dans les villes secondaires combinée à l’absence ou la faiblesse des dispositifs de gestion des déchets solides pose un problème majeur de salubrité publique. L’ampleur croissante des volumes de déchets non gérés contribue significativement à la dégradation des sols, des eaux, de la biomasse mais également, aux inondations, à la perte de biodiversité et à l’accélération du changement climatique. Par ailleurs, il existe très peu de systèmes d’assainissement urbain et la plupart des eaux usées collectées sont déversées dans le système lagunaire, les champs ou l’espace public.

Afin de répondre à ces problématiques, notamment en termes d’investissement, plusieurs actions ont été entreprises par le Gouvernement togolais et ses partenaires financiers et techniques, notamment en ce qui concerne l’assainissement et la gestion des déchets à Lomé et dans les 5 villes principales.

L’Union Européenne a initié en 2015 le Projet Eau et Assainissement au Togo (PEAT 1 et 2) à l’échelle des 5 chefs-lieux de régions (Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong). Le PEAT vise à l’amélioration de la gestion des ordures ménagères et des boues de vidange à travers la mise en place d’un système de gestion des ordures ménagères et excrétas dans les communes principales des chefs-lieux. L’accompagnement apporté dans le cadre des PEAT porte sur les études préalables (APS-APD) à la définition des équipements et infrastructures nécessaires pour la mise en place des filières (sites de transfert – centre d’enfouissement etc.), la passation des marchés et la construction d’installations.

Compte tenu du contexte de décentralisation récente et de transfert de la compétence assainissement et déchets aux collectivités, l’Union Européenne souhaite poursuivre son accompagnement aux collectivités sur le déploiement et la pérennité de ces services à travers le projet GEDEC.

## Résumé du projet

|  |  |
| --- | --- |
| Budget et bailleur | 4,7 millions €, Union européenne |
| Durée du projet | 36 mois + NCE de 6 mois |
| Cibles | Collectivités territoriales, Opérateurs privés de précollecte des déchets solides et liquides |
| Bénéficiaires | 5 villes chefs-lieux de région du Togo |
| Parties prenantes | Expertise France, Entrepreneur du Monde, Cinq (5) communes chefs-lieux de régions |
| Institutions partenaires | Ministère de l’Administration Territoriale, de la Gouvernance Locale et des Affaires Coutumières |

## Description du projet

L’Union Européenne a ainsi délégué à Expertise France la mise en œuvre du projet GEDEC pour le renforcement de capacités des 5 communes chefs-lieux de région du Togo, à savoir : Tsevié (Zio 1) – Atakpamé (Ogou 1) – Sokodé (Tchaoudjo 1) – Kara (Kozah 1) – Dapaong (Tône 1) visant la mise en place de filières opérationnelles de gestion des déchets et boue de vidange.

A ce titre, plusieurs enjeux doivent être couverts dans le cadre de ce nouvel accompagnement, et notamment :

* Valoriser et pérenniser les investissements réalisés dans le cadre des PEAT via l’accompagnement à la mise en œuvre des services communaux de gestion associés ;
* Assurer un service d’assainissement performant dans ces collectivités et répondre aux problématiques de santé ;
* Améliorer l’impact environnemental à travers une bonne gestion des services ;
* Préparer l’autonomie des équipes municipales dans le cadre d’une dynamique de développement des services de gestion de l’assainissement solide et liquide.

Ce projet s’inscrit en droite ligne avec les orientations nationales et avec l’axe 3 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 du Togo qui inscrit la réforme de la décentralisation comme une priorité et renforce ainsi la nécessité pour les exécutifs locaux d’assumer et de s’approprier leurs compétences et notamment leur rôle de maitrise d’ouvrage sur les filières déchets et assainissement. Le projet GEDEC a été lancé institutionnellement le 13 juin 2023 à Lomé par le Ministre de l’Administration Territoriale, de la Décentralisation et du développement des territoires à l’occasion du premier comité de pilotage (COPIL n°1) du projet. Ce Ministère, est aujourd’hui nommé : Ministère de l’Administration Territoriale, de la Gouvernance Locale et des Affaires Coutumières (MATGLAC) et assure la maitrise d’ouvrage de GEDEC Togo.

L’action opérationnelle du projet GEDEC a démarré en **février 2023** pour une durée de **42 mois**.

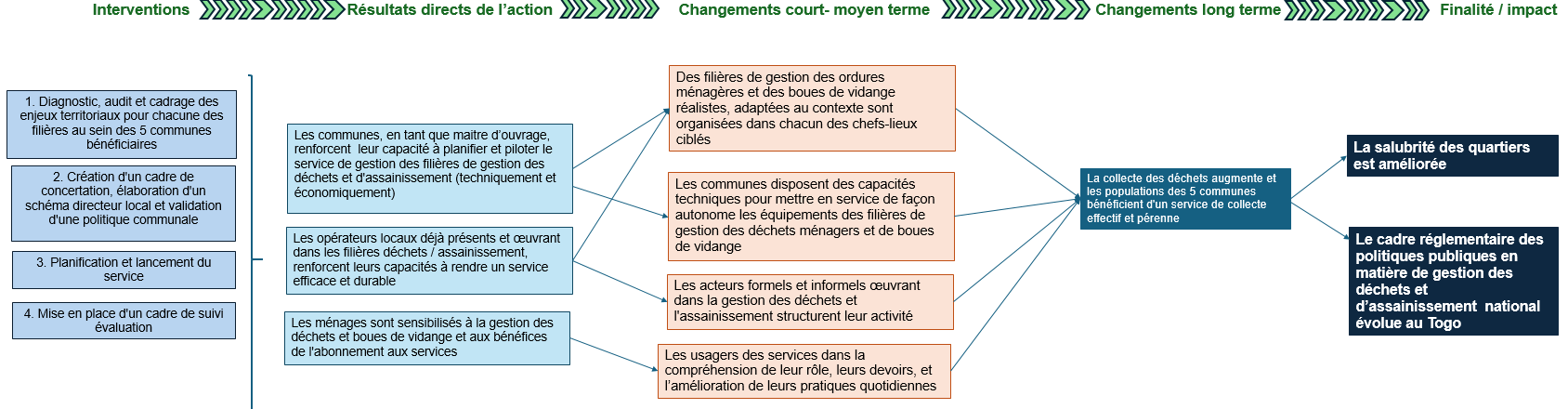


Figure Théorie du changement simplifiée du projet GEDEC

# OBJECTIFS ET RESULTATS POURSUIVIS

## Objectif général de la mission

Le projet GEDEC, lancé en février 2023, arrivera à son terme le **31 juillet 2026**. La présente mission vise à réaliser l’évaluation finale du projet, depuis sa phase d’instruction jusqu’à aujourd’hui afin :

* d’objectiver le niveau d’atteinte des objectifs fixés,
* de mesurer les premiers effets observables au sein des communes accompagnées ;
* d’identifier les facteurs de réussite et les limites rencontrées ;
* de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles fondées sur les leçons apprises.

Cet exercice revêt un caractère stratégique, **GEDEC devant se poursuivre dans le cadre d’un futur programme** ; les conclusions de l’évaluation contribueront donc à orienter la préparation et le positionnement de l’intervention d’Expertise France dans cette future phase.

## Objectifs spécifiques

La présente évaluation vise à analyser la mise en œuvre et les résultats du projet GEDEC depuis son lancement, en examinant dans quelle mesure les **orientations retenues** ont permis de répondre aux objectifs poursuivis. Elle s’attachera à **documenter les effets du projet**, à comprendre les **facteurs** ayant influencé sa mise en œuvre et ses résultats, et à dégager des **enseignements utiles** pour les partenaires, notamment dans la perspective d’une poursuite de l’intervention.

Plus précisément, l’évaluation a pour objectifs de :

* Rendre compte de la **qualité** de la mise en œuvre et du niveau d’atteinte des résultats ;
* Réaliser la situation finale (« **endline** ») du projet, en collectant les données nécessaires pour renseigner les valeurs finales des indicateurs d’effet du projet (voir section dédiée ci-dessous) ;
* Fournir des éléments d’**aide à la décision** pour la poursuite ou l’adaptation du projet, notamment dans la perspective du futur programme ;
* Mettre en évidence les leçons apprises et les bonnes pratiques transférables.

Elle devra notamment permettre de :

* déterminer avec quel degré de réussite les résultats attendus ont été atteints ;
* apprécier l’adéquation de la stratégie mise en œuvre au regard des objectifs poursuivis et des contextes d’intervention ;
* établir des liens de cause à effet entre les activités réalisées, les ressources mobilisées et les résultats observés.

## Enquête pour la situation finale des indicateurs (« endline »)

L’évaluation finale devra intégrer la réalisation de la **situation finale** du projet. Cette composante vise à mesurer l’évolution des effets du projet et à renseigner les valeurs finales des indicateurs du cadre logique, en particulier ceux relatifs à la satisfaction des usagers, à la performance des services et aux changements de pratiques. L’enquête endline devrait ainsi permettre de :

* Recueillir les **perceptions des populations** sur la qualité, la régularité, l’accessibilité et le coût des services de pré-collecte des déchets et de vidange des boues ;
* Analyser l’évolution des **pratiques de gestion des déchets et d’assainissement** au niveau des ménages et des quartiers, y compris les changements de comportement ;
* Formuler des **recommandations opérationnelles** visant à améliorer la performance, la qualité et la durabilité des services communaux.

Les indicateurs du cadre logique à renseigner sont :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| IMPACT / RESULTAT | INDICATEUR | VALEUR CIBLE |
| OG - Renforcer les services publics locaux de gestion des déchets (solides et liquides) dans les 5 centres principaux du Togo | OG 2 - Part d’habitants abonnés des zones desservies qui se déclarent satisfaits du service de collecte fourni par la ville ou pré-collecteurs privés des 5 communes | 75% |
| OS 2 - La salubrité des quartiers desservis est améliorée | OS 2.1 - Fréquence moyenne de passage théorique de collecte des opérateurs par commune | 1 fois par semaine / 4 fois par mois |
| OS 2.2 - Niveau de satisfaction des habitants relatif au taux de-présentation des opérateurs par commune | Satisfaction de 50% par commune |
| OS 2.5 - Nombre d’habitants des zones desservies qui déclarent constater une amélioration de la salubrité de leur quartier dans les 5 communes | 60 ou 80% |

## Utilisateurs des résultats de l’évaluation

Cette évaluation finale est **formative et explicative**. Elle doit ainsi être axée sur son utilisation de manière à aider les utilisateurs directs de l’évaluation à tirer les leçons de ce type de projet, en identifiant ce qui marche et ce qui est défaillant dans le contexte togolais actuel. Les recommandations de l’évaluation devront donc être concrètes et opérationnelles, et les résultats présentés de manière claire et concise afin d’avoir un impact sur la prise de décision.

Les résultats de l’évaluation seront donc principalement utilisés par les parties prenantes clés du projet, à savoir : les cinq mairies du projet, le Ministère en charge de l’administration territoriale, la faitière des communes du Togo, Expertise France et son partenaire de mise en œuvre Miawodo/Entrepreneur du Monde, ainsi que le bailleur Union européenne.

# Questions évaluatives

L’évaluation visera à analyser le projet GEDEC de manière structurée et argumentée, en s’appuyant sur les critères du CAD-OCDE comme cadre de lecture. Elle cherchera à apporter des réponses étayées aux principales questions évaluatives, en mobilisant les données disponibles, les résultats de l’enquête endline ainsi que les perceptions et vécu des parties prenantes.

|  |  |
| --- | --- |
| Pertinence | Dans quelle mesure la logique d’intervention et l’approche du projet GEDEC répondent-elles aux besoins identifiés dans les cinq chefs-lieux de région, tant en matière de gestion des déchets solides et des boues de vidange qu’en matière de renforcement des services publics locaux ?  Le projet tient-il suffisamment compte des spécificités institutionnelles, financières et opérationnelles propres à chaque acteur et à chaque commune ? |
| Cohérence | Le projet est-il cohérence avec les interventions menées dans le cadre des PEATs ? Quels ont été les effets induits par le changement d’échelle géographique et institutionnelle ?  Le projet s’inscrit-il en complémentarité avec les autres projets mis en œuvre au Togo sur des thématiques similaires (autres bailleurs, ONG, autorités nationales) ?  Dans quelle mesure la coordination entre les différents partenaires (Expertise France, Miawodo, communes, opérateurs, services de l’État, Union européenne) a-t-elle été effective et adaptée aux besoins du projet, et comment la qualité des relations partenariales a-t-elle influencé la mise en œuvre ? |
| Efficacité | Dans quelle mesure le dispositif opérationnel a-t-il permis de mettre en œuvre les activités prévues avec une qualité satisfaisante ?  Quels ont été les principaux facteurs favorisant ou freinant l’atteinte des résultats et effets attendus ?  Le projet a-t-il contribué à clarifier et renforcer le rôle, la perception et la place des collectivités territoriales dans la gestion des déchets au niveau local ?  Dans quelle mesure les dispositifs de gouvernance du projet et les mécanismes de coordination avec les partenaires nationaux et les bailleurs ont-ils été adaptés aux enjeux du projet et ont-ils contribué à l’efficacité de sa mise en œuvre ? |
| Efficience | Les ressources humaines, financières et matérielles ont –elles été mobilisées de manière optimale (coût, délais, organisation, coordination, suivi) ?  Les mécanismes de gouvernance (gouvernance à 3 étages, coordination multisectorielle) étaient-ils adaptés ? Ont-ils apporté une valeur ajoutée ? |
| Changements observés | Quels changements sont observés en termes de :   * mise en exploitation et maintenance des infrastructures issues des deux PEATs ; * fonctionnalité, régularité et autonomisation financière des services de gestion des déchets solides et des boues de vidanges dans les communes ; * renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles des collectivités : compétences techniques, gouvernance, pratiques de gestion, posture institutionnelle, et progression de leur autonomisation, notamment leur capacité à mobiliser ou rechercher des financements et investissements complémentaires pour les services d’assainissement ; * dynamique de planification et d’évolution de ces services ; * déploiement de solutions de réduction, tri et valorisation des déchets au sein des communes ; * ressenti des populations sur l’évolution de l’action communale, la qualité des services fournis et leur régularité ? * changement de comportements des populations en matière d’assainissement et de gestion des déchets ?   Dans quelle mesure la dimension genre a-t-elle été intégrée dans le projet et quels effets peut-on observer ? Quelles seraient les recommandations pour aller plus loin dans la transversalisation du genre dans une phase 2 du projet ? |
| Durabilité et leviers de pérennisation | Quels sont les leviers ou conditions favorisant la pérennité des effets du projet ?  Quelles conditions doivent être réunies pour garantir :   * La continuité et la durabilité des systèmes de gestion des déchets solides et liquides ; * La capacité de réplication ou d’extension des actions (passage à l’échelle) ? |

# Méthodologie et approche du travail d’évaluation

L’évaluation repose sur une approche mixte, combinant analyse documentaire, enquête de terrain (quantitative et qualitative), triangulation systématique des données et validation participative des analyses avec Expertise France et les parties prenantes clés. La démarche se structure en trois volets :

1) Cadrage et structuration du raisonnement évaluatif ;

2) Collecte et analyse des données ;

3) Construction des jugements évaluatifs, conclusions et recommandations.

## Structuration de la démarche évaluative (phase de cadrage)

Cette phase vise à définir précisément le raisonnement évaluatif, les questions évaluatives et les méthodes de collecte. Elle comprend :

* **Analyse documentaire et appropriation du contexte**
  + Revue approfondie des documents du projet : formulation, logique d’intervention, rapports d’avancement, outils de suivi-évaluation, études réalisées, documents institutionnels ;
  + Analyse du contexte institutionnel communal, du dispositif GEDEC, des politiques nationales (décentralisation, gestion des déchets, assainissement).
* **Précision du cadre évaluatif – construction de la matrice d’évaluation**

L’équipe d’évaluation élaborera une **matrice d’évaluation** qui structure l’intégralité du raisonnement évaluatif. Cette matrice regroupera, pour chaque critère et chaque question évaluative :

1. les questions évaluatives détaillées, consolidées à partir des TdR et des échanges avec Expertise France ;
2. les critères de jugement (ce qui permettra d’apprécier la performance du projet) ;
3. les indicateurs quantitatifs et qualitatifs correspondants ;
4. les sources d’information (documents, entretiens, focus group, enquête endline, données de suivi, observations) ;
5. les méthodes de collecte associées (guides d’entretien, questionnaires, outils participatifs, grille d’observation) ;
6. les modalités d’analyse (comparaison inter-communes, documentation du changement, analyse contributionnelle, triangulation…).

Cette matrice constitue le référentiel méthodologique central de l’évaluation. Elle garantit la cohérence interne de l’exercice, la transparence dans les choix méthodologiques, un suivi clair de la faisabilité opérationnelle, un alignement précis entre les questions posées et les données à collecter. La matrice sera annexée à la note de cadrage.

* **Protocole méthodologique**

A partir de la matrice, l’équipe produira un protocole complet comprenant : les approches quantitatives et qualitatives, les outils de collecte (guides, questionnaires, grilles), la méthodologie d’échantillonnage pour l’enquête endline, les modalités d’analyse et de triangulation, les principes éthiques et de confidentialité, les modalités d’association des parties prenantes. Le protocole sera présenté dans la **note de cadrage** et validé par Expertise France.

## collecte et analyse des données (phase de terrain)

La collecte mobilise une combinaison d’outils complémentaires permettant de couvrir l’ensemble des parties prenantes et de répondre aux questions évaluatives.

* **Méthodologie qualitative**

Elle visera à approfondir les **perceptions, mécanismes institutionnels, dynamiques de gouvernance et changements observés**. Elle mobilisera des entretiens semi-directifs, des focus groups et des observations de terrain.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Parties prenantes | Potentiels outils mobilisés | # estimatif de personnes |
| Equipe projet EF | Entretiens semi-directifs | 4 |
| Equipe / experts EdM et MIAWODO | Entretiens semi-directifs | 4 |
| Elus communaux (maires, adjoints) | Entretiens semi-directifs | 1 à 2 par commune |
| Agents opérationnels communaux (pré-collecte, assainissement) | Focus group, entretiens | 2 à 3 par commune |
| Opérateurs privés (pré-collecte, vidange) | Focus group, entretiens | 2 à 3 par commune |
| Habitants, usagers des services | Focus group | 30 – 50 (6 à 10 par commune) |
| Partenaires institutionnels (MATGLAC, MEA, MSHP, MFB (RGE/OTR) ANASAP, services déconcentrés) | Entretiens semi-directifs | 5 à 8 personnes incluant 2 préfets |
| Bailleur | Entretiens semi-directifs | 1 - 2 |
| Sites de pré-collecte, circuits de collecte, infrastructures (Agents CRI/CET/Chauffeurs) | Observations terrain | 2 à 3 par commune |

L’analyse qualitative se fera par thématisation, analyse comparative entre communes, et triangulation avec les autres sources.

***Témoignages et portraits***

Dans le cadre de cette approche qualitative, une attention particulière sera portée à la documentation visuelle et aux témoignages. Des **photographies** seront réalisées lors des visites de terrain pour illustrer l’état et le fonctionnement des infrastructures telles que les sites de pré-collecte, les circuits de collecte et les centres d’enfouissement. Ces images serviront à la fois à l’analyse et à la communication sur le projet. Par ailleurs, des portraits et témoignages d’acteurs, issus d’interviews ou de focus groups, seront recueillis pour illustrer les expériences vécues, les changements observés et les bonnes pratiques. Ces encarts permettront d’enrichir le rapport final et de rendre les résultats plus accessibles et parlants pour les parties prenantes et le public.

* **Méthodologie quantitative – endline**

L’évaluation intègrera une enquête endline permettant :

* de mesurer la satisfaction des usagers ;
* de documenter les indicateurs du cadre logique GEDEC (OG2, OS2.2, perception de la salubrité) ;
* d’apprécier l’évolution des pratiques de gestion des déchets et de l’assainissement ;
* de nourrir les questions évaluatives relatives à la qualité du service, aux perceptions, à la gouvernance locale et aux effets sur les mentalités.

***Echantillonnage***

Un échantillonnage **aléatoire stratifié par commune** sera appliqué :

* 5 communes du projet
* Poids proportionnel à la population desservie
* Sélection aléatoire des ménages dans les zones couvertes par la pré-collecte
* La typologie de quartier pourrait également être prise en compte (quartier central, quartier périphérique, quartier informel).

***Analyse***

Les analyses devraient intégrer des variables permettant de comprendre les variations de satisfaction. Outre la typologie de quartier (central/périphérique, formel/informel), d’autres variables pertinentes pourraient être :

* Statut d’abonnement (abonné / non abonné)
* Genre du répondant
* Niveau de revenu ou catégorie socio-professionnelle
* Taille du ménage
* Type de logement (maison individuelle / immeuble collectif …)
* Commune et zone desservie / non desservie
* Type d’opération de pré-collecte

Il faudra par ailleurs prendre en compte l’absence de baseline qualitative formalisée pour le projet GEDEC sur ces effets du projet. L’enquête endline servira donc documenter la situation finale des services et des populations et à fournir un point de référence factuel pour l’évaluation finale. Pour certaines questions, les répondants seront invités à se prononcer sur l’évolution observée depuis le début du projet, afin de percevoir les changements dans les pratiques, la qualité du service et la satisfaction des usagers. Les résultats seront analysés de manière descriptive et comparative entre communes, sans comparaison statistique avec une baseline préalable.

* **Triangulation et analyse**

L’intégralité des données collectées (documents, entretiens, FGD, endline) sont croisées et mises en perspective pour reconstruire le déroulé du projet, les dynamiques de gouvernance, les perceptions et comportements des acteurs, les résultats atteints et les changements attribuables ou partiellement attribuables au projet.

Un soin particulier sera apporté à la **fiabilité des sources**, à la critique des données disponibles et à la transparence des limites méthodologiques.

## Conclusions, jugements évaluatifs et recommandations

Après avoir, de manière progressive, exposé ses observations, puis formulé ses constats et porté des jugements sur le projet à l’aune de chaque critère d’évaluation, l’évaluateur devra livrer ses conclusions générales de façon à porter une appréciation d’ensemble sur l’intervention évaluée. L’évaluateur identifiera des leçons et/ou des recommandations stratégiques et/ou opérationnelles. Il rédigera un rapport provisoire complet qu’il transmettra au groupe de pilotage puis le restituera lors d’un atelier d’échange/restitution.

A l’issue des restitutions du rapport provisoire, l’évaluateur rédigera un rapport final en tenant compte des différents échanges et commentaires. Le document final sera accompagné d’une synthèse de 10 pages maximum et d’une présentation Power Point (ou équivalent).

Le rapport final, validé par le comité de pilotage, sera restitué à l’ensemble des partenaires et personnes impliqués dans le projet.

# Organisation de l’évaluation

## Gouvernance de l’évaluation

La mission d’évaluation sera gérée par un groupe de pilotage composé de 4 personnes : le Chef de projet, le Chef de projet adjoint, la Chargée de projet au siège d’Expertise France et la Coordinatrice SERA au siège.

Les fonctions principales de ce groupe seront :

* + - * De faciliter les contacts entre les consultant.es et les parties prenantes du projet,
      * De s’assurer que les consultant.es aient accès à toutes les sources d’information et de documentation liées au projet,
      * D’organiser les différentes réunions prévues,
      * De valider les déroulés d’atelier et les outils de collecte de données proposés par les consultant.es,
      * De rassembler et consolider les retours et commentaires sur les livrables produits par les consultant.es.

Il est demandé à l’équipe d’évaluateurs d’associer étroitement le porteur du contrat à la construction de son raisonnement, par des liens réguliers tout au long de la mission, de la note de cadrage jusqu’à la dernière session de travail sur les recommandations. Pour cela, une fréquence de réunions de suivi de la mission de consultance sera décidée lors de la réunion de cadrage.

## Proposition d’organisation de sessions de restitution et validation

Afin de présenter les résultats de l’évaluation et de valider les conclusions et recommandations, il est prévu d’organiser **deux à trois ateliers principaux**, regroupant les parties prenantes selon leur rôle et niveau d’implication. Cela sera définit lors de la réunion de cadrage.

## Durée, calendrier et contenu de la prestation

La durée totale pour la réalisation de cette évaluation devrait commencer en avril et se terminer en juillet. Il est attendu que les évaluateurs participent à l’atelier de clôture du projet début juin afin de présenter les premiers résultats et constats. L’équipe d’évaluation devra proposer un plan de travail détaillé dans la note de cadrage, faisant apparaître clairement les différentes phases de l’évaluation, en particulier les différentes étapes de compte-rendu provisoire et final. Il reviendra donc à l’évaluateur de proposer dans son offre son propre calendrier reprenant les phases listées ci-dessous.

La prestation débutera après signature du contrat entre l’évaluateur et Expertise France.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Activités | Lieu | Calendrier indicatif |
| Phase 1 | Réunion de démarrage | Lomé ou visio | Fin mars 2026 |
| Phase 1 | Réunion de cadrage | Lomé ou visio | Mi-avril |
| Phase 2 | Collecte de données | 5 communes d’intervention et Lomé | Mai |
| Phase 2 | Présentation des résultats préliminaires à l’atelier de clôture | Lomé | Début juin |
| Phase 3 | Ateliers de présentation des conclusions et validation des recommandations | A définir | Début juillet |
| Phase 3 | Rendu du rapport final | / | Mi-juillet |

## Livrables

Les livrables devront être soumis par email sous format Word aux destinataires qui seront indiqués à l’équipe d’évaluation. Ils devront être rédigés en français.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Livrables | # max de pages | Contenu |
| Note de cadrage | 20 | * + - rappel du contexte,     - description de l’action et parties prenantes,     - reprise de la logique d’intervention du projet,     - description des objectifs de l’évaluation,     - matrice d’évaluation, précisant les critères de réussite, indices / indicateurs et outils de collecte que le(s) consultant.e. s prévoit de déployer pour apporter des éléments de réponse aux questions évaluatives,     - description de l’approche méthodologique retenue et des outils de collecte utilisés,     - calendrier actualisé. |
| Outils de collecte de données | / | Les guides d’entretien, questionnaire et autres outils de collecte devront être validés par le groupe de pilotage. |
| Rapport intermédiaire de la phase de collecte sous forme de Powerpoint | / | Le rapport intermédiaire prendra la forme d’un Powerpoint avec les éléments suivants :   * Synthèse des actions de collecte menées et limites rencontrées * Un ou plusieurs diaporamas par question évaluative et/ou par constats * Présentation des résultats de la endline |
| Rapport final d’évaluation (provisoire puis définitif) | 60 | Le rapport final comprendra les éléments suivants :   * + méthodologie de l’évaluation   + récit détaillé du projet et son déroulé (récit analytique du projet)   + une partie analytique structurée par question évaluative. Pour chaque question évaluative, devront être inclus les constats issus de la collecte de données, puis les conclusions de l’équipe d’évaluation   + les recommandations validées avec les utilisateurs de l’évaluation. |
| Rapport final d’endline | 30 | * + Introduction et contexte   + Méthodologie de l’enquête   + Analyse des résultats de l’enquête : * Accès et utilisation des services (couverture, régularité, fréquentation) * Satisfaction des usagers (qualité, coût, perception des changements) * Performance des opérateurs et services (taux de non-présentation, fonctionnement des infrastructures) * Evolution des pratiques et comportements (collecte des déchets, vidange des boues, tri) * Gouvernance et coordination avec partenaires nationaux et bailleurs * Aspects transversaux (genre, perception de la population)   Le rapport inclura des tableaux et graphiques pour présenter les résultats, ainsi que des portraits/témoignages et photos pour illustrer. |
| Ateliers de restitution | / | PowerPoint |

# Soumission des offres

## Compétences requises pour mener l’évaluation

Cette consultation s’adresse aux bureaux d’étude/recherche légalement existant.

Les qualifications requises pour réaliser l’évaluation sont les suivantes :

* Etre un bureau d’étude ou cabinet d’étude spécialisé dans la réalisation des études/évaluations de projets/programmes attester par le document d’existence légale ;
* Avoir réalisé au cours des cinq dernières années, au moins trois marchés d’étude ou d’évaluation de projets/programmes ;
* Disposer d’une base d’agents de collecte de données qualifiés

Le bureau doit pouvoir disposer d’une équipe pluridisciplinaire et démontrer une capacité organisationnelle pour conduire des missions complexes dans des délais contraints.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | Profils des experts | Qualifications et expériences professionnelles |
| 1 | Chef de mission | * Master (Bac+5 minimum) en sciences sociales, économie du développement, gestion de projets, ou disciplines connexes. * Minimum 10 ans d’expérience dans la conduite d’évaluations de projets de développement * Avoir exécuté au moins 3 marchés similaires (évaluations finales ou intermédiaires de projets financés par bailleurs internationaux) au cours des 5 dernières années. * Expérience avérée en méthodologies d’évaluation participative et en intégration des indicateurs quantitatifs et qualitatifs. * Capacité à synthétiser et présenter les résultats sous forme claire et accessible, incluant graphiques et tableaux ; * Maîtrise des outils de suivi-évaluation (quantitatifs et qualitatifs). * Expérience dans le secteur de la gouvernance locale, du développement municipal ou de l’assainissement est fortement souhaitée. * Connaissance avéré des politiques, réglementations et pratiques de gestion des déchets et assainissement au Togo et en Afrique de l’Ouest est un atout * Sensibilité aux aspects sociaux et transversaux (genre, inclusion, participation communautaire) * Excellente maîtrise du français (écrit / oral). |
| 2 | Expert en gestion de l’environnement (déchets solides et liquide) | * Master (Bac+5 minimum) en science et gestion de l’environnement, ingénierie urbaine, développement local, génie sanitaire, gestion des déchets ou équivalent. * Minimum 7 ans, dont au moins 3 missions similaires (assainissement, gestion des déchets, environnement urbain). * Compétences en analyse des politiques locales d’assainissement, expertise technique sur les filières de gestion des déchets solides et liquides. * Connaissance avéré des politiques, réglementations et pratiques de gestion des déchets et assainissement au Togo et en Afrique de l’Ouest est un atout * Bonne connaissance du contexte du Togo * Excellente maîtrise du français (écrit / oral). |
| 3 | Expert en Gouvernance Locale / Décentralisation | * Master (Bac+5 minimum) en sciences politiques, administration publique ou développement local ou équivalent. * Minimum 7 ans, dont au moins 3 missions similaires d’appui institutionnel ou d’évaluation de projets municipaux. * Connaissance des mécanismes de gouvernance locale et des dynamiques de participation citoyenne. * Expérience dans le secteur de la gouvernance locale, du développement municipal ou de l’assainissement * Expérience en analyse de la durabilité et de l’autonomisation institutionnelle des services publics locaux. * Bonne connaissance du contexte du Togo * Excellente maîtrise du français (écrit / oral). |
| 4 | Expert en socio-économie / Développement communautaire | * Master (Bac+5 minimum) en sociologie, économie du développement ou anthropologie. * Minimum 7 ans, avec au moins 3 missions portant sur l’évaluation de projets communautaires. * Expérience dans la collecte et l’analyse de données quantitatives et qualitatives, y compris la conduite d’enquêtes auprès des populations et entretiens avec parties prenantes, et capacité avérer à recruter, former et superviser des équipes d’agents de collecte ; * Compétence dans la conduite d’enquêtes de terrain, analyse d’impact social et économique, sensibilité aux aspects transversaux (genre, inclusion, participation communautaire) * Bonne connaissance du contexte du Togo * Excellente maîtrise du français (écrit / oral). |
| 5 | Analyste quantitatif / Spécialiste en suivi-évaluation | * Master (Bac+5 minimum) en statistiques, économie ou suivi-évaluation. * Minimum 5 ans, avec au moins 2 missions d’évaluation impliquant la collecte et l’analyse de données quantitatives. * Capacité à concevoir et appliquer des instruments de collecte de données fiables (questionnaires, guides d’entretien, focus groups). * Excellente maitrise du traitement de données, triangulation et analyse statistiques ; * Maîtrise des logiciels statistiques (KoboCollect, SPSS, STATA…) conception d’outils de collecte et analyse d’indicateurs * Excellente maîtrise du français (écrit / oral). |

La complémentarité des profils des experts sera un élément déterminant du processus de sélection. L’équipe proposée devra présenter dans la mesure du possible un équilibre homme/femme, et cela devra également se refléter dans le recrutement des agents de collecte. Le bureau d’études ou l’évaluateur(e) mobilisé pour la prestation ne doit pas avoir de liens avec les parties prenantes qui soient susceptibles d’interférer dans le processus d’évaluation et de mettre en doute l’impartialité et l’objectivité de ses conclusions.

## Mesures éthiques

Dans le cadre de chaque évaluation, EF s’engage à faire respecter certaines mesures éthiques. La prise en compte de ces mesures dans l’offre technique est impérative et l’évaluateur devra s’assurer du respect de ces principes tout au long du processus de l’évaluation et notamment durant les missions terrains, de collecte et d’analyse des données :

* Garantir la sécurité des participants, des partenaires et des équipes : l’offre technique doit expliciter les mesures de mitigation des risques ;
* Assurer une approche centrée sur la personne / la communauté : l’offre technique doit proposer des méthodes adaptées aux besoins du public visé (par exemple outils en langue locale…) ;
* Obtenir le consentement libre et éclairé des participants : l’offre technique doit expliciter comment l’évaluateur recueillera le consentement et/ou l’assentiment libre et éclairé de ses interlocuteurs ;
* Garantir la participation des acteurs et des bénéficiaires dans l’évaluation et la prise en compte de leur point de vue ;
* Assurer la sécurité des données personnelles et sensibles tout au long de l’activité : l’offre technique devra proposer des mesures pour la protection des données personnelles ;
* Assurer l’expertise des équipes impliquées et la validité scientifique de l’activité ;
* Garantir la conformité du consultant avec l’ensemble des obligations professionnelles, fiscales et sociales requises.

Ces mesures pourront être adaptées à l’issue de la phase de démarrage.

## Contenu des offres

Les offres devront inclure :

* Une **offre technique** comprenant :
* Le document d’existence légale du cabinet/bureau d’études ;
* Les formulaires de déclaration sur l’honneur, de déclaration de conflits d’intérêts, des bénéficiaires effectifs et la fiche identité tiers ainsi que du questionnaire de sûreté d’Expertise France
* compréhension et commentaires sur les éléments des termes de référence,
* méthodologie d’intervention en lien avec les termes de référence ;
* chronogramme détaillé ;
* tableau résumé des expériences dans l’évaluation de projets avec les coordonnées d’au moins trois référents appuyés par des attestations de bonne fin d’exécution ou des contrats/bons de commande + PV de validation ou rapport finale de mission validé
* composition de l’équipe d’évaluation le cas échéant, et les preuves de qualifications des expert.es mobilisé.es (CV, diplôme, attestation de travail ou attestations de bonnes fin d’exécution) ;
* Une **offre financière** : budget global de l’évaluation et coût journalier en HT et TTC (décomposition des temps d’intervention par intervenant et par étape de travail).

## Remise des offres

Les offres devront être envoyées avant le **13 mars 2026 à** aux adresses suivantes : Plateforme PLACE d’Expertise France

## Modalités d’évaluation des offres

Expertise France sélectionnera l’offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, utilisant une pondération entre la qualité technique et le prix des offres sur la base de la grille suivante :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères** | | **Score maximum** |
| ***Score offre technique*** | | ***80*** |
| *Preuve d’existence légale prouvant la spécialisation dans la réalisation des études ou des évaluations de projets/programmes* | | ***Éliminatoire:***   * *Absence de document d’existence légale;* * *Si cabinet non spécialisé dans les domaines d’études ou d’évaluations de projets/programmes* |
| *Compréhension des TdR et des buts des services à fournir* | | ***10*** |
| *Approche méthodologique globale, approche du contrôle qualité, pertinence des outils proposés et estimation des difficultés et des enjeux rencontrés* | | ***20*** |
| *Organisation des tâches et du temps* | | ***5*** |
| *Equipe d’expert.e.s proposée (expérience, complémentarité et diversité des profils)* | *Chef de mission………. 10 points* | ***30*** |
| *Expert en gestion de l’environnement (déchets solides et liquide)………… 5 points* |
| *Expert en Gouvernance Locale / Décentralisation…………. 5 points* |
| *Expert en socio-économie / Développement communautaire………………. 5 points* |
| *Analyste quantitatif / Spécialiste en suivi-évaluation…………… 5 points* |
| *Expérience d’exécution de marchés similaires* | | ***15*** |
| ***Score offre financière*** | | ***20*** |
| ***Score total*** | | ***100*** |

***NB : les cabinets/bureau d’études qui auront une note technique inférieure à 50/80 points verront leurs offres rejetées.***

**Bordereau des quantités**

Le modèle de bordereau présenté ci-dessous est fourni à titre indicatif. Il peut être utilisé tel quel par le cabinet ou remplacé par tout autre modèle similaire, à condition qu’il respecte les éléments essentiels proposés.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Quantité | Prix unitaire : | Montant total HT |
| *Rémunération Chef de mission* | *(A définir par le Client)* | *(honoraire par jour HT)* |  |
| *Rémunération expert en …..* | *(A définir par le Client)* | *(honoraire par jour HT)* |  |
| *Rémunération expert en …..* | *(A définir par le Client)* | *(honoraire par jour HT)* |  |
| *Rémunération expert en …..* | *(A définir par le Client)* | *(honoraire par jour HT)* |  |
| *Autres frais:*  *Per diem*  *Transport aérien*  *Hôtel… (liste à préciser)* | *(à définir par le Client)* | *(préciser si forfait ou remboursable pour chaque item)* |  |